

Au camp de Makhmour, en Irak, les exilés kurdes conservent leur confiance à Öcalan et rêvent de retourner en Turquie

samedi 22 août 2009, par [Guillaume Perrier](#)

Makhmour (Irak), envoyé spécial

REPORTAGE

Tressautant sur leur vélo, des enfants déboulent, deux doigts levés en signe de victoire : « Vive Apo ». Pour leur répondre, Baran exhibe à son poignet sa nouvelle montre ornée du visage d'Abdullah Öcalan, « Apo » pour ses fidèles, le chef du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), aujourd'hui incarcéré.

Partout, dans le camp de réfugiés de Makhmour, un foyer radical du soutien à la guérilla kurde situé dans le nord de l'Irak, une ferveur identique est perceptible. Au-dessus du miroir du coiffeur, derrière la caisse de l'épicier, sur le mur de l'école et dans le salon des maisonnettes en terre battue : le portrait d'Öcalan trône dans chaque recoin.

Les 12 000 Kurdes de Turquie exilés à Makhmour depuis plus de dix ans s'en remettent à leur chef historique au moment où, à Ankara, des discussions ont été entamées pour tenter de trouver une issue au conflit entre l'armée turque et le PKK, qui a fait 45 000 morts depuis 1984.

Depuis sa prison, Apo doit prochainement rendre publique sa feuille de route. « Tout ce que pense et tout ce qu'écrit Öcalan est bon pour le peuple et bon pour le Kurdistan », débite Zeynep Kaya, membre du « comité politique » du village. « Ce n'est pas la peine de demander, ici, tout le monde pense la même chose », prévient, méfiante, cette institutrice, chargée d'encadrer les visiteurs.

Chez Hüseyin Ramazan, un vieux paysan entouré de sa progéniture, le soutien à la cause est sans faille. La télévision diffuse en boucle les informations de Roj TV, la télé du PKK. Et à côté d'un lapin rose en peluche, est accrochée la photo de la fille aînée en tenue de guérilla, tuée dans la montagne dans les années 1990. « Bien sûr, on espère la paix, mais il faut que l'Etat cesse ses opérations militaires et qu'il fasse une amnistie. S'ils libèrent Öcalan, on rentrera en Turquie », clame-t-il.

En 1994, au plus fort de la guerre avec l'armée turque, son village était accusé, comme des milliers d'autres, de soutenir les rebelles du PKK. « Un soir, les soldats ont débarqué et nous ont chassés, puis ils ont brûlé le village avec les bêtes, se souvient le vieillard. On est venu directement en Irak. » Trois rues plus loin, autour d'un thé, Mustafa Özgün raconte une histoire similaire et sa fuite précipitée, en 1993, en serrant contre lui le portrait de sa femme et de ses deux enfants, tués par un obus de char.

Parmi une série de réformes culturelles et politiques, le gouvernement turc envisage aujourd'hui d'autoriser le retour des habitants de Makhmour.

Ces militants radicaux deviennent également encombrants pour le gouvernement central de Bagdad et celui de la province autonome kurde, attentifs qu'ils sont à leurs relations avec la Turquie. « Rentrer ? Mais comment ? Dans quelles conditions ?, se demande Hüseyin Ramazan, incrédule. Là-bas, nous n'avons plus rien. »

Selon la presse turque, le ministère de l'intérieur serait prêt à amnistier les militants et à accorder la

nationalité turque à tous les enfants nés dans le camp et considérés comme apatrides. « Il faudra aussi abolir le système des gardiens de villages. Ces miliciens occupent nos terres », précise le vieil homme. Dans le petit cybercafé voisin, Ahmet Ören ne croit pas trop à un retour au bercail : « Depuis dix ans, ils n'ont rien fait de concret : il est difficile d'y croire. Mais s'ils font un pas, on en fera dix », assure-t-il.

Fixé à Makhmour en 1998 par Saddam Hussein, tout le camp baigne dans le souvenir des années de plomb et le culte des martyrs. Etroitement quadrillé par les cadres du parti, il constitue un vivier inépuisable pour le PKK.

Le comité politique conduit ses hôtes au « jardin présidentiel », où chaque 4 avril, pour l'anniversaire d'Öcalan, les enfants viennent planter des arbres. Puis, c'est le musée des martyrs, une vaste pièce dont les murs sont recouverts des portraits des rebelles tués par l'armée turque. « Ils n'ont pas été tués, ils sont tombés en martyrs », corrige Bahar Kaya, la maire adjointe, une petite femme aux yeux bleus. Chacun désigne un frère, une nièce ou un cousin, parmi les centaines de jeunes sacrifiés par la guérilla. « Mon oncle a été tué dans son champ, montre Abdullah. Il faut cesser ce massacre. Mais si nous retournons en Turquie sans négocier, ce sera une trahison pour nos martyrs. »

Associations de femmes, sport, musique folklorique... Le maillage social est efficace. Et l'embrigadement commence dès le plus jeune âge, à l'école. « Nous avons commencé à faire des classes sous les arbres, puis sous des tentes et maintenant dans des écoles que nous avons construites de nos propres mains », répète Zeynep, l'institutrice. C'est en réalité le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations unies (UNHCR) qui a financé les bâtiments. Le PKK, lui, s'est chargé de rédiger les livres scolaires. Sans surprise, le portrait d'Öcalan fait office de page de garde.

Guillaume Perrier

Le plan de paix d'Abdullah Öcalan se fait attendre

Après le mauvais temps, le 14 août, c'est une panne du bateau censé conduire, le lendemain, les avocats d'Abdullah Öcalan sur l'île-prison d'Imrali qui a retardé la publication de la feuille de route du dirigeant du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le plan devrait revendiquer la reconnaissance d'une identité kurde et le retour à la Constitution turque de 1921, de façon à permettre l'autonomie de la région du sud-est de la Turquie. Abdullah Öcalan réclame des droits linguistiques, culturels et politiques, l'arrêt des opérations de l'armée et le retour des milliers de Kurdes chassés de leurs villages par les violences dans les années 1990. - (Corresp.)

[Découvrez le autres articles de Turquie Européenne](#)

Sources

Source : Le Monde, le 22.08.09